

POINT DE VUE

Des Communistes du Seignanx

JOURNAL D'INFORM' ACTIONS, écrit, imprimé, financé et distribué par les adhérents du PCF du Seignanx

Mars 2016

Le billet d'humeur de Marc MABILLET

À QUELLES CYNIQUES VOIRE SINISTRES CONTORSIONS SE LIVRE LE GOUVERNEMENT POUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2017 ?

Sur le front de la lutte contre le terrorisme, on nous ressort une posture guerrière à la Georges W. Bush d'après les attentats de septembre 2001. En plus d'un Patriot Act liberticide, n'oublions pas les mensonges et l'intoxication médiatique pour justifier l'intervention militaire en Irak. Le chaos qui en a résulté (comme celui des suites de l'intervention en Libye...) n'est pas pour rien dans les dramatiques attentats qui ont touché le peuple français en 2015 ! Et pour relancer l'économie après les attentats, la bulle immobilière des « subprimes » qui engendrera en partie la crise financière de 2008...

Que cherchent nos gouvernants avec la déchéance de nationalité ? Une tactique machiavélique pour gêner la Droite ou une séduction nauséabonde vers des électeurs tentés par peur par un vote d'Extrême-Droite ? En tout cas, ils ne parviennent à mobiliser ni leur propre parti, ni les autres mouvements de Gauche. Au lieu d'une fausse « solution miracle » qui ne réglerait aucun problème, ne devrait-on pas agir en profondeur sur les causes. Pour cela il faut évidemment des moyens et des emplois pour la Justice, des services policiers et de renseignement pour prévenir et garantir la sécurité de tous dans un cadre démocratique et constitutionnel. L'urgence n'est-elle pas également d'investir dans l'éducation, la lutte contre les obscurantismes, la restauration d'un lien social qui passe par une présence forte des Services Publics de proximité ? À part des effets d'annonce, une rhétorique martiale et un état d'urgence permanent, nous ne voyons rien venir... Enfin si, des effectifs supplémentaires de CRS au profit de la Coupe d'Europe de Football de la « vertueuse » UEFA et au détriment de la surveillance estivale de nos plages !

Et au niveau économique et social, qu'est devenu « l'ennemi de la Finance » de 2012 ? L'ami des grands patrons du MEDEF de 2016 ? Même les syndicats proches du gouvernement sont assommés par la volée de coups qui atteint le monde du travail : dénonciation des 35h, arrestations de délégués syndicaux comme de vulgaires malfrats, dégressivité des allocations chômage... Selon le Gouvernement et le projet de loi El Khomri, le Code du Travail semble être la cause de tous les problèmes économiques... Le ministre Macron nous parle de la fin du salariat comme s'il allait nous libérer d'un esclavage, rêvant d'une France d'entrepreneurs grâce à la révolution numérique. Mais ne nous laissons pas tromper, ces mots sont surtout les nouveaux noms de la précarité et vont créer de nouveaux travailleurs pauvres qui ne seront plus protégés par la Loi.

Ou bien ne rêvent-ils pas de faire baisser artificiellement les chiffres désastreux du chômage pour permettre à François Hollande de se représenter pour un deuxième mandat malgré ses promesses en cas de non résultat ?

Certains disent que l'Histoire ne repasse pas les plats, on peut en débattre... En revanche, ce sont toujours les mêmes qui payent l'addition !

ONDRES : La mise au point de Jean-Jacques RECHOU. P.2

TEOM

ET VOILÀ ! MÊME LES LOCATAIRES SOCIAUX LA PAIENT !

Depuis janvier, les locataires des HLM de XL Habitat (anciennement Office public de l'Habitat des Landes) ont vu apparaître une nouvelle ligne sur leurs avis d'échéance de loyer : « **prov. o. ménagères** » (c'est-à-dire provision pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou TEOM).

Comme nous l'affirmions, la TEOM est en effet due par tous les propriétaires de logement et ces derniers ont le droit de la répercuter sur les loyers des locataires, même sur les plus démunis qui habitent en HLM.

Rappelons que, lorsque la Communauté de Communes du Seignanx avait institué la TEOM contre l'avis de vos élus communistes (notamment), Éric GUILLOTEAU et ses amis avaient prétendu que les locataires sociaux en seraient exemptés... C'était faux ! **D'autres offices HLM n'ont pas fait le choix de provisionner la TEOM mais cela ne veut pas dire que leurs locataires ne paieront pas**, loin de là ! Pour les locataires de ces offices, la totalité de la somme sera due en une fois à la fin de l'année.

Les montants que nous avons estimés et diffusés dans nos écrits sont justes, par exemple, pour un T4 à Tarnos, la TEOM s'élève à 14,91€ par mois ! Un poids conséquent sur les moyens de tous les ménages et sur les locataires sociaux en particulier !

Sommaire

Impôts : Sur la suppression de la 1/2 par des veufs et des veuves
Jeunes agriculteurs : Ils veulent vivre de leur travail
Seignanx : Ça va mieux en le disant

SUR LA SUPPRESSION DE LA DEMI-PART FISCALE DES VEUVES ET VEUF

En 2008 Fillon supprime, avec l'aval de Sarkozy, la demi-part fiscale accordée aux personnes veuves.

Les députés communistes n'ont eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme sur les conséquences prévisibles.

Pour les personnes devenant imposables, leur situation se traduit par :

- La retenue des cotisations sociales sur les retraites (la modification des taux de CSG, beaucoup sont passés au taux de 6,6% au lieu de 3,8%, voire de 0% à 6,6% directement (la cotisation CASA de 0,3% est également ancrée au revenu)
- La suppression ou la baisse de certaines aides sociales
- La suppression de la gratuité des transports dans de nombreuses communes
- La suppression de l'exonération de l'imposition à la taxe d'habitation
- La suppression de l'exonération de la taxe foncière pour les plus de 75 ans
- La suppression de l'exonération de la redevance audiovisuelle

Résultat : 900 000 retraités modestes, non imposables jusque-là, ont du payer l'impôt sur le revenu alors que leurs ressources étaient restées constantes.

Rappelons que bénéficient de cette 1/2 part supplémentaire de quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu, les contribuables ayant élevé seuls un enfant pendant au moins 5 ans.

LE "UN PAS EN AVANT, 3 PAS EN ARRIÈRE" DU GOUVERNEMENT

En octobre 2015, les contribuables concernés n'en croient pas leurs yeux en recevant leurs feuilles d'impôt. Le gouvernement fait mine de découvrir le problème alors que depuis 2012 nos élus n'ont eu de cesse de demander l'abrogation de cette mesure injuste et inacceptable. Souhaitant étouffer toute nouvelle grogne fiscale avant les régionales, le gouvernement a alors procédé à un rétropédalage et proposé des mesures cosmétiques et provisoires jusqu'en 2016.

Aucune mesure pour éviter que nos retraités se retrouvent en 2017 dans la même situation.

POUR UNE RÉFORME FISCALE D'AMPLEUR

Plus actif pour donner des milliards aux grandes entreprises (50 milliards dans le cadre du Crédit Impôts compétitivité) sans demander des comptes sur les emplois non créés en retour, le gouvernement préfère prélever dans la poche de nos anciens déjà bien malmenés.

Il y a d'autres alternatives au système actuel pour une fiscalité plus juste, efficace et solidaire e. Il est urgent de les mettre en débat. Une réforme fiscale d'ampleur s'impose.

TRIBUNE DE JEAN-JACQUES RECHOU

POUR CLARIFIER

J'ai été très surpris, car pas informé, de lire dans ONDRES INFO d'octobre 2015, un article très élogieux me concernant, suite à ma démission du Conseil municipal d'Ondres. Manifestement mon action a été appréciée. Il est pourtant normal qu'un élu fasse le maximum pour la collectivité. Nous sommes élus par la population et pour elle.

Quant à ma démission, qui a fait causer sur Ondres, elle était déjà dans les tuyaux avant que je sois élu.

Puisque certains se permettent de parler à ma place, laissez-moi rectifier certains propos :

- A l'origine, c'est Jean SAUBES qui devait me remplacer en tant qu'Adjoint, moi-même ne souhaitant pas me représenter. Un clash entre Bernard CORRIHONS, Éric GUILLOTEAU et Jean SAUBES au sujet de travaux devant la boulangerie d'Ondres, à la place de l'ancienne pharmacie, puis des désaccords fondamentaux ont écarté cette hypothèse, le PS ne voulait plus Jean SAUBES sur la liste.

- Fallait-il se présenter avec le PS, malgré la décision d'écarter un candidat ? L'assemblée générale de la section du canton a dit oui à cette question. Nous avons été élus en mars 2014.

- Lors des élections départementales, Alain DESPERGÈS (élu républicain alors allié au PCF) et moi-même avons participé au comité de soutien de Jean-Marc LESPAGE. Nous nous en sommes expliqués avec Éric GUILLOTEAU.

Nous sommes des élus présentés par le PCF, après un vote de l'assemblée générale, dans le cadre d'un accord municipal PS-PCF qui ne nous enlève pas notre liberté de pensée ni de parole, au sein de la mairie d'Ondres, mais également lors des autres élections.

Ce climat de plus en plus pesant au sein de l'équipe municipale ondraise a précipité ma décision de quitter ma fonction d'élu.

- Enfin, je voudrais évoquer le vote de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à la Communauté de communes. Sans rentrer dans la polémique, **en tant que communiste, j'aurais voté contre la mise en place de cette taxe** ; comme je l'avais fait en 2008, lors du vote sur la mise en place de la Taxe Professionnelle Unique, qui a marqué le début d'une relation difficile entre le PS et le PCF.

JEUNES ET EXPLOITANTS AGRICOLES DANS LE SEIGNANX : ILS VEULENT VIVRE DE LEUR TRAVAIL.

Dans le Seignanx, l'agriculture familiale est toujours vivante et des jeunes continuent à y croire malgré les difficultés et les incertitudes. Nous les avons rencontrés.

Éleveur laitier, éleveur de bovins pour la boucherie, producteur de volaille, producteur de gras, tous ont en commun le souci de la qualité, le respect du consommateur. Chacun cherche « à s'en sortir » en misant sur la qualité et la vente directe, espérant vendre à des prix plus rémunérateurs. Mais aucune certitude quant à l'avenir.

Tous dénoncent comme principale difficulté : « **Notre travail n'est pas payé, nous travaillons pour les banques !** ».

Dérégulation du marché, concurrence féroce et dumping social au sein de l'UE, casse des prix par la grande distribution qui garantit ses marges... Résultats : des prix toujours tirés vers le bas ! Et au bout des agriculteurs non rémunérés et des consommateurs qui ne trouvent pas la qualité, tous deux victimes du système capitaliste.

LA CRISE DE L'INFLUENZA AVIAIRE

Aujourd'hui la crise de l'influenza aviaire touche les producteurs de foies gras du Sud-Ouest. Pour enrayer l'épidémie, le ministère a choisi la solution du vide sanitaire total et prolongé soit l'arrêt total de l'activité et la désinfection des installations. Malgré les aides promises, les questions demeurent.

Pauline et Frédéric, jeunes agriculteurs, exercent leur métier avec passion mais cette crise les fait douter. Pauline assume des responsabilités au MODEF (syndicat de défense des exploitants familiaux). Elle s'interroge : « *On nous demande d'arrêter tout jusqu'en mai 2016. Les propositions du MODEF (arrêt partiel selon un zonage dans l'Aquitaine) n'ont pas été discutées. On a tous en tête que les industriels du foie gras ont des stocks à écouler, cet arrêt total leur sera bien utile. Peut-être voient-ils là un moyen de « réorganiser la filière » mais pas dans le bon sens pour nous, petits producteurs ...* »

A Mont de Marsan le 20 janvier, une manifestation a rassemblé entre 700 et 1000 personnes. Du jamais vu. « *Seul*

ÇA VA MIEUX EN LE DISANT !

Le Maire de Saint-André-de-Seignanx, Jean Baylet, dans le bulletin municipal de janvier 2016, prend acte de : « la remise en cause inéluctable du projet d'EPHAD ». Cela est du « aux choix gouvernementaux réduisant comme peau de chagrin les créations d'établissements pour personnes âgées dépendantes ».

Petit rappel, en 2008 c'était déjà ainsi : le projet de Maison de retraite à Saint-André ne pouvait aboutir faute de financement de l'État (il ne finançait que l'extension des établissements existants et leur remise aux normes). C'est bien ce que disaient les élus de Tarnos et de Saint-Martin (de l'époque).

ALIMENTATION : FAVORISONS LES CIRCUITS COURTS



le MODEF appelait à ce rassemblement » nous dit Pauline, surprise et touchée par l'ampleur de la manifestation. « *Au côté des producteurs, il y avait des entreprises liées à l'activité : patrons et salariés, eux aussi menacés et solidaires.*

Des consommateurs aussi.

C'est le patrimoine gastronomique des Landes qui est touché, une certaine idée du bien vivre ».

NE PAS SERVIR DE VARIABLES D'AJUSTEMENT

La crise actuelle de l'agriculture est profonde et révèle que c'est un modèle de société qui est en jeu. Les paysans ne veulent pas être les variables d'ajustement de ce système ultra libéral où seul compte le profit !

Plutôt que des aides ponctuelles, les agriculteurs veulent des prix rémunérateurs.

Cela exige un vrai courage politique pour imposer la REGULATION des marchés.

Cela exige que l'on fasse échec au projet de Traité Transatlantique, (TAFTA) qui condamnerait l'agriculture familiale à très court terme.

Produire une alimentation saine et accessible, vivre dignement de son travail, engager la transition écologique de l'agriculture, promouvoir un aménagement équilibré des territoires tels sont les engagements des communistes pour l'agriculture.

Donnons les moyens aux agriculteurs de faire leur travail et d'en vivre. Il y a urgence.

Tous les autres élus connaissaient les choix de l'État mais il aura fallu attendre 2016 pour que ce soit dit.

Et pendant ce temps là... la rumeur persistante laissait entendre que depuis 2008, c'était les élus de Tarnos et de Saint-Martin qui avaient bloqué la construction d'une maison de retraite à Saint-André.

A ce rythme-là, on apprendra sans doute dans 8 ans que la TEOM a servi à financer les Allées Shopping.

"Si vous trouvez que les gens qui ont le RSA sont des assistés, démissionnez et vivez avec 470 euros par mois, vous aurez autant de chance qu'eux" **Jean Rochefort.**

ÇA DISCUTE FERME CHEZ LES COCOS !

Le PCF tiendra son congrès national début juin 2016.

Pendant des mois les communistes vont donc se réunir autour de cette question « Communistes, pourquoi combattons nous ? ». Question qui en ouvre d'autres : quels changements, quelles adaptations, transformations nécessaires pour que le PCF soit à la hauteur de la situation complexe et difficile que vit le peuple français ? Quel projet politique portent les communistes pour la France, quelle société et quel chemin proposent-ils pour y parvenir ? Que veulent les communistes pour les élections présidentielles et législatives de 2017 ?

Discussion directe ou en utilisant tous les outils modernes de communication, décisions collectives, votes à bulletins secrets. Mais aussi rencontres, débats dans la population car la réflexion des communistes se nourrit de la vraie vie, des actions et des luttes contre l'austérité et la casse du code du travail, pour essayer de construire à gauche, une alternative à l'impasse de Droite et d'Extrême droite dans laquelle nous entraînent les politiques de Valls et Hollande.



FÊTE DU PCF DU SEIGNANX !



Dimanche 1er Mai à partir de 12h, Salle Maurice THOREZ à TARNOS !

15 € le repas* ! Animation musicale assurée.

* Prix adulte

Menu : Entrée - Grillades - Frites - Dessert - Vin - Café

Attention, la Salle Maurice Thorez ne pouvant accueillir que 250 hôtes assis autour de tables, nous vous recommandons vivement de réserver auprès de vos militants communistes préférés, ou au 06 07 52 82 99.



Pour faire le choix
de l'humain

Pour combattre la droite

Pour continuer
le Front de gauche

J'ADHÈRE

No. Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

PCF du Seignanx, 94 avenue Jean Jaurès, 40220 Tarnos. 06 07 52 82 99

Plus d'infos : <http://seignanx.pcf.fr>

PCF

Parti communiste français

membre du

**FRONT
DE GAUCHE**